

Ce lundi 13 janvier, la Coordination Rurale était reçue par le Premier Ministre et la ministre de l'agriculture à Matignon.

Face à l'urgence, nous avons présenté **nos revendications claires et sans impact budgétaire** :

- Stop aux contrôles abusifs des exploitations et transfert vers les produits d'importation.
- Stop aux surtranspositions des réglementations européennes.
- Pour une année blanche de cotisations
- Pour un engagement auprès des tribunaux pour sauver toutes les exploitations en difficulté cette année à cause de la très mauvaise conjoncture

Un Premier ministre éloigné de la réalité agricole

Les échanges avec le Premier ministre ont révélé un décalage préoccupant entre les réalités du terrain et la connaissance des enjeux agricoles au sommet de l'État. Parmi les constats marquants :

- Ignorance des pressions liées aux contrôles et à l'OFB avec ses agents armés
- Méconnaissance des enjeux et des coûts des matériels agricoles
- Méconnaissance de l'augmentation des charges énergétiques pour les agriculteurs
- Des problématiques de transmission mal appréhendées. L'exonération fiscale actuelle, plafonnée à 500 000 euros, a été jugée suffisante par le Premier Ministre qui semblait découvrir la valeur des exploitations au moment des transmissions

Malgré des réactions parfois empreintes de suspicion, le Premier ministre a reconnu la détresse que les agriculteurs connaissent. "La bureaucratisation permanente est totalement décourageante" a-t-il notamment déclaré.

Nous avons demandé au Premier Ministre de prendre des engagements. Nous avons eu sa parole concernant l'arrêt de la surtransposition.

Nous attendons désormais des réponses concrètes dans le discours de politique générale du Premier ministre prévu demain.

"Il y a urgence. C'est maintenant ou jamais. Le gouvernement doit agir sans attendre pour protéger l'agriculture française, pilier de notre souveraineté alimentaire." Véronique Le Floc'h, présidente de la Coordination Rurale